

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/EPR-chantier-calamiteux>

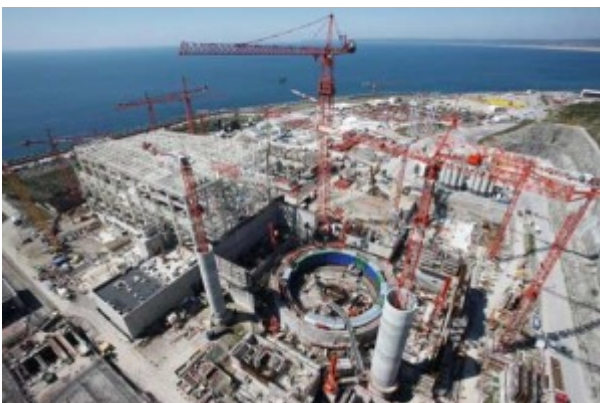
Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau en action > Campagnes et mobilisations nationales > Non à l'EPR de Flamanville > Actualités de campagne > **Juillet 2013. Acier low-cost, travail illégal : la face cachée du chantier de l'EPR**

11 juillet 2013

## Juillet 2013. Acier low-cost, travail illégal : la face cachée du chantier de l'EPR

Alors qu'EDF vient de réaliser en grande pompe la pose du dôme du réacteur EPR de Flamanville, le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce l'hypocrisie et les pratiques inacceptables de l'industrie nucléaire. Aux innombrables déboires et malfaçons du réacteur, il faut ajouter deux nouveaux scandales :

- **l'utilisation d'acier de mauvaise qualité pour des équipements cruciaux pour la sûreté**
- **le recours répété à des sociétés sous-traitantes réputées pour leurs entorses au droit du travail**



### **1/ EDF importe des aciers low-cost pour fabriquer des équipements cruciaux pour la sûreté !**

EDF, qui présente le réacteur EPR comme le plus haut standard existant pour la sûreté nucléaire, n'a pas de scrupules à économiser sur les matériaux destinés à ses équipements les plus cruciaux. Un fait reconnu par ...Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'Énergie Atomique !

**Le Réseau "Sortir du nucléaire" rend public un enregistrement inédit**, réalisé par un militant le 13 avril 2013 à l'occasion de « Futurapolis », un événement organisé par Le Point. **Interpellé sur les surcoûts de l'EPR, Bernard Bigot déclare qu'EDF aurait acheté de l'acier à bas prix en Russie sans en contrôler la qualité.**

Ecouter l'enregistrement :

**Extrait  
questions  
réponses Bigot**



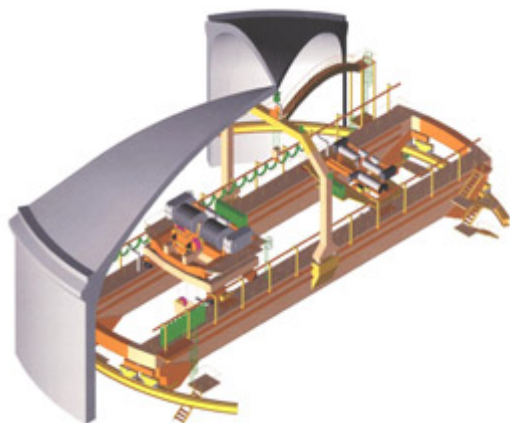
<https://videos.sortirdunucleaire.org/IMG/mp3/Extrait-Question-Reponse-Bernard-Bigot-Futurapolis.mp3>

NB : nous invitons Le Point à rendre public les vidéos réalisées lors de cette table ronde.

Retranscription :

*"Ils ont acheté de l'acier à bas prix en Russie, ils n'ont pas contrôlé et donc évidemment lorsque l'autorité de sûreté - parce que la sûreté c'est primordial ... est venue et a constaté qu'il y avait des pailles [NB : des irrégularités] dans ces supports, qui sont aussi banals que n'importe quel support que vous pourriez avoir il a dit il faut démonter comme ils sont à 60 m d'altitude, démonter c'est un an et donc Edf très gentiment il a mis tous les coûts y compris cela dedans..."*

Cet acier a servi à fabriquer les consoles sur lesquelles devait reposer le pont polaire, pièce maîtresse des opérations de manutention placée au-dessus de la cuve. C'est notamment à partir du pont polaire que l'on charge et décharge le réacteur.



*Pont polaire du réacteur EPR en construction en Finlande*

L'effondrement de ce pont - qui pèse 780 tonnes - aurait pu endommager gravement les dispositifs de pilotage du réacteur. Et effectivement, l'Autorité de Sûreté nucléaire ayant ultérieurement détecté d'importantes imperfections dans ces aciers, [les 46 consoles ont dû être intégralement démontées](#), **faisant exploser les coûts du chantier en imposant un retard d'un an.**



*Les fameuses consoles en acier*

Pour garder comme objectif une mise en service de l'EPR en 2016, EDF a dû bousculer le planning du chantier et commencer à construire en parallèle d'autres bâtiments au pied du réacteur. [La présence de ces bâtiments a imposé le recours à la grue la plus grande du monde](#), surnommée « Big Benny », venue directement de Chine. Coût de la location du joujou géant : douze millions d'euros !

**Ce nouveau scandale apporte une démonstration de plus de l'irresponsabilité d'EDF, qui prétend donner des leçons de sûreté tout en s'abstenant de vérifier dès leur fabrication des pièces aussi cruciales. Pour une malfaçon détectée, combien d'autres passent inaperçues ?**

## **2/ En Finlande puis à Flamanville, recours répété de Bouygues à des sociétés qui piétinent les droits des travailleurs**

Le chantier de l'EPR de Flamanville, dont est en charge Bouygues, a déjà été le théâtre de nombreux accidents, dont deux mortels.

Bouygues est par ailleurs [soupçonné de travail illégal](#). Une enquête est actuellement sur le point d'aboutir sur les conditions de travail indignes qui règnent à Flamanville, enquête diligentée par les services de l'État et qui, selon un informateur, doit être suivie d'un dépôt de plainte devant le procureur général contre des sociétés de sous-traitance employées par Bouygues.

Or rappelons qu'Atlenco, l'une des deux sociétés de sous-traitance en cause, avait déjà été sévi sous le nom de [Rimec](#) sur le chantier de l'EPR d'Olkiluoto, en Finlande :

Traduction d'un [extrait d'un article du Helsingin Sanomat](#) (1er quotidien finlandais), paru le 31 janvier 2010 :

*« Sur le site il y a eu plus de 4000 travailleurs de 60 pays différents, dont 1200 polonais dont la plupart venaient de la sous-traitance. [...] En septembre 2008, les polonais qui travaillaient pour le compte du sous-traitant irlandais Rimec ont menacé de faire grève. Au milieu du projet, Rimec a décidé de transférer ses bureaux à Chypre. Elle avait retenu un tiers des salaires de ses*

*employés sans préciser ce qu'elle en avait fait. Il y avait aussi des irrégularités dans le paiement des congés, les assurances maladie et la santé. D'après les polonais, Rimec se faisait payer 24 euros de l'heure mais ne reversait que 8 euros à ses travailleurs. Le problème aurait été résolu par la suite. »*

**Bouygues, maître d'œuvre dans les deux cas, ne pouvait pas ignorer ces faits ; c'est sciemment qu'à Flamanville, il a sollicité à nouveau cette société aux pratiques indignes.**



**Les beaux discours sur la sûreté de l'EPR cachent un chantier catastrophique, géré de manière indigne. Destinées à réaliser des économies à tout prix, ces pratiques n'empêchent cependant pas l'explosion des coûts. Alors que les Français sont appelés à se serrer la ceinture, 8 milliards d'euros vont avoir été dépensés pour un réacteur monstrueux et dangereux. Pourtant, [des alternatives énergétiques sûres et propres existent](#), qui permettraient de répondre aux besoins énergétiques du Grand Ouest pour trois fois moins cher et permis de créer une dizaine de millier d'emplois stables .**

Puisque François Hollande prétend réduire la part du nucléaire, le Réseau "Sortir du nucléaire" l'exhorte à passer à l'acte en commençant par abandonner définitivement ce grand projet nuisible payé indirectement par les contribuables français.



[En savoir plus sur les malfaçons de l'EPR](#)